

Neuf groupes Attac dans les Hauts-de Seine,
il y en forcément un près de chez vous !

attac92@attac.org - <https://local.attac.org/attac92/> et sur les réseaux sociaux  

RÉUNIONS-DÉBATS

- **mardi 9 octobre** : « Mieux connaître cette nouveauté fiscale : le prélèvement à la source »
- **mardi 13 novembre** : « Le point sur la construction européenne »
- **mardi 4 décembre** : « Mal-logement, précarité énergétique »
Soirées organisées en partenariat entre Attac 92, le CEIC et la MJC-TC, à la MJC-TC 96-98 rue Saint-Denis à Colombes

Rencontre entre adhérent·e·s de Attac 92

Nous vous proposons, comme l'an dernier, de nous retrouver pour échanger autour d'un pot convivial sur notre association, les groupes de proximité, vos souhaits, etc. Deux lieux, un dans le Nord 92 et un dans le Sud 92.

► Dates et lieux sur : <https://local.attac.org/attac92/>

RÉUNION MENSUELLE DU GROUPE

- les jeudis 13 septembre, 11 octobre, 8 novembre, 13 décembre à 20 h 30 à la Maison des sports, salle orange, place Hunebelle à Clamart

FORUM DES ASSOCIATIONS

- samedi 8 septembre : stade Hunebelle à Clamart

SOIRÉES DÉBATS

- **mardi 16 octobre à 20 h 30** : Que savez-vous de l'ubérisation de la société ? Un quizz sur les constats, enjeux, conséquences et alternatives au modèle Uber
- **2^e quinzaine de novembre** : soirée « Migrants: quel sort pour les enfants isolés ? » dans le cadre de Festisol, avec le collectif multiassociatif de solidarité internationale (MASI) de Clamart

Joindre le groupe ou s'informer sur : <https://local.attac.org/attac92clamart/>

RÉUNION MENSUELLE DU GROUPE

- tous les derniers lundis du mois à 20 h 30, à la Maison des associations 80 bld du G^{al} Leclerc à Clichy (métro mairie de Clichy, bus 74 ou 174)
- joindre le groupe : attac92gp2@yahoo.fr ou 09 51 50 59 93 (Jean)

RÉUNION MENSUELLE DU GROUPE

- le jeudi de la première semaine pleine du mois à 19 h 30, à la Maison des associations, 105 avenue A. Briand à Montrouge

S'INFORMER DE L'ACTIVITÉ DU GROUPE

- joindre : Daniel au 06 75 44 26 13 ou daniel.monteux@wanadoo.fr

RÉUNIONS-DÉBATS

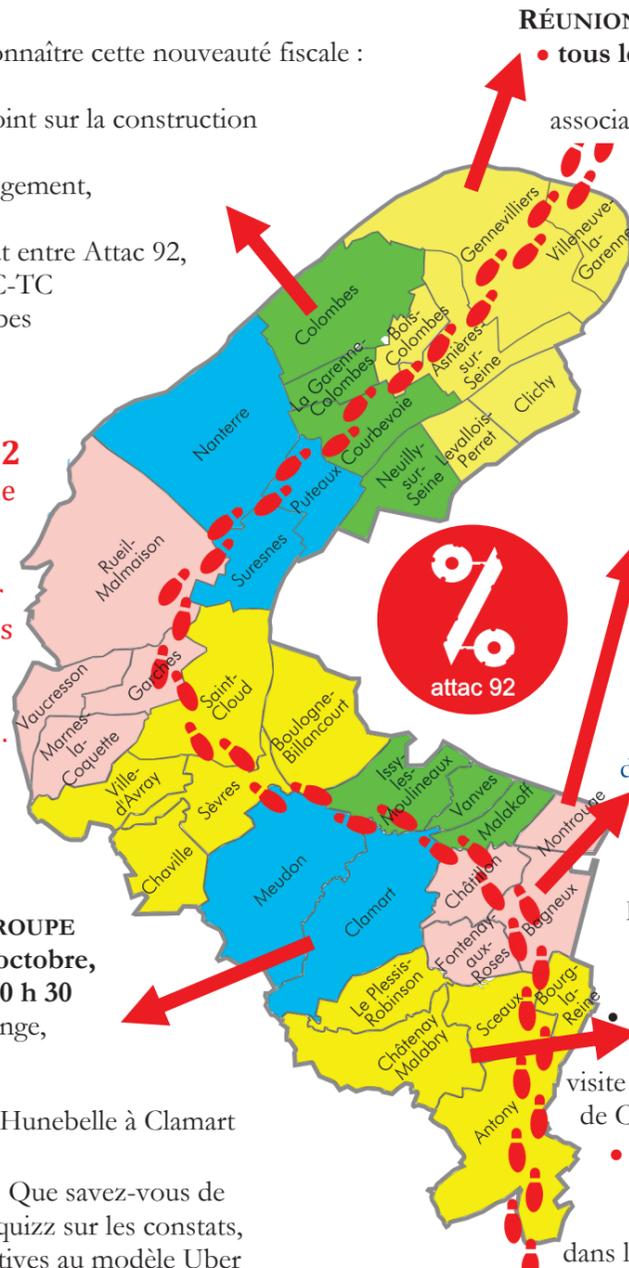
- en octobre : Financer les énergies fossiles et la destruction du climat ? #PasAvecNotreArgent !

- **mardi 13 novembre** : Les énergies renouvelables : visite de la centrale de géothermie de Chevilly-Larue avec l'APEER

- **2^e quinzaine de novembre** : Non, la solidarité n'est pas un délit mais une fête ! dans le cadre de Festisol à Antony

- **vendredi 7 décembre, à 20 h 30** : Nous ne laisserons pas retirer du système de retraite les dispositifs de solidarité pour faire la place à la capitalisation salle Henri Lasson à Antony

Joindre le groupe Attac cables : attac.cables92@gmail.com



#ApplePaieTesImpôts. Les adhérents d'Attac ont fait un nouveau coup d'éclat, au magasin Apple de St-Germain à Paris, le 30 juin 2018. Ils ont installé un service d'urgence : salle d'attente, chambres et matériels nécessaires à la prise en charge des malades. Cette nouvelle action dénonce l'évasion fiscale d'Apple, l'inaction du gouvernement et alerte sur la situation de crise dans les hôpitaux. Le recours massif aux paradis fiscaux sert aux multinationales, avec la complicité des banques, à dissimuler leurs bénéfices et à se soustraire à leur juste part d'impôts. C'est autant d'argent qui manque pour les services publics, notamment les hôpitaux. Attac demande une taxe globale sur les bénéfices des multinationales et le renforcement de toute la chaîne de lutte contre la fraude fiscale. □

Éditorial

Dix ans après la crise...

... prenons le contrôle de la finance. Plus que jamais, dix ans après la chute de la banque Lehman Brothers en 2008, l'époque reste favorable à la finance, aux fonds d'investissement et aux banques. Rien n'a vraiment changé. La réglementation des banques, la fin de l'évasion fiscale, la lutte contre la fraude fiscale attendent toujours le bon vouloir des gouvernements.

Pire, la crise financière est prétexte aux politiques austéritaires dont les conséquences sociales sont catastrophiques : chômage, problèmes de logement, santé en danger, services publics exsangues. Ces choix politiques coûtent aussi très cher aux plans écologique et climatique : des sommes faramineuses alimentent les énergies fossiles et fissiles, la destruction du climat, au lieu de financer une transition socialement juste vers une économie décarbonée.

En France, nié l'efficacité évidente de la redistribution sociale des richesses pour amortir les effets de la crise, le président-banquier Macron et ses sbires s'apprentent à poursuivre leur sape de notre système de protection sociale. Ils prétendent lutter contre la

faude fiscale mais le projet de loi en cours d'examen donne au ministère des Finances le monopole des poursuites pénales pour fraude fiscale et institue une justice à deux vitesses pour les fraudeurs fiscaux. Nos dépôts servent aux banques à investir dans des projets toxiques ou à spéculer.

Malgré leur supposée toute-puissance, les banques et les acteurs de la finance dépendent de notre épargne, de notre travail, de notre volonté et de notre capacité à consommer. Nous avons ce pouvoir et nous devons nous en servir.

Rendez-vous le 15 septembre pour l'action #PasAvecNotreArgent ! A Clichy et à Issy, comme ailleurs, signalons aux argentiers que nous reprenons le contrôle sur la finance et sur notre avenir ! □

Attac, qu'est-ce que c'est ?

L'Association pour la taxation des transactions financières et pour l'action citoyenne (Attac) est un mouvement d'éducation populaire, qui milite pour la justice sociale et environnementale, et conteste le pouvoir pris par la finance sur les peuples et la nature. Elle mène des actions pour favoriser des alternatives.

ADHÉRER À ATTAC, ÇA FAIT DU LIEN PAR OÙ ÇA PASSE...

www.france.attac.org



Les femmes, premières concernées par la dégradation des services publics

La dégradation des services publics pèse sur tous, mais les femmes sont touchées à double titre.

Employées majoritaires du secteur public (60 % en moyenne), notamment dans la santé, le soin aux personnes, les agences pour l'emploi, elles seront frappées par les conséquences des 120 000 suppressions de postes annoncées : intensification du travail, stress, etc. Recevant les salaires les plus bas, elles subissent plus durement le gel de la rémunération des fonctionnaires (- 9 % de pouvoir d'achat depuis sept ans).

Principales usagères des services publics, en assumant largement les charges de la famille (éducation et santé des enfants, soins aux proches), elles sont directement concernées par la fermeture de services hospitaliers, de maternités de proximité ainsi que le gel des prestations sociales. Et c'est leur droit à l'avortement que menace le nombre croissant de centres IVG qui ferment. Leurs pensions de retraite sont beaucoup plus faibles en moyenne que celles des hommes et les dispositifs de solidarité existants au profit des femmes, mères et épouses, disparaîtront avec la réforme Macron : droits familiaux pour les enfants, minimum retraite, pensions de réversion.

Développée notamment par la Commission Genre d'Attac, cette analyse montre à quel point ces politiques, injustes et régressives, touchent d'abord les plus précaires et les plus modestes. Autant de raisons pour nous y opposer. □



Macron ou la République anti-sociale

Dix-huit mois que Macron et sa clique sont aux manettes et le constat est inquiétant. Seulement 34 lois débattues au parlement contre 46 ordonnances écrites par un exécutif aux ordres et signées par Macron. Si la forme nuit à la démocratie, le fond n'en est pas moins dangereux : « un pognon de dingue » pour les nantis. Et pour les autres ?

Un modèle social en miettes. Le droit des salariés vole en éclats avec un code du travail qui permet au patron d'imposer sa volonté. L'accord d'entreprise ou d'établissement, négocié dans un rapport de force déséquilibré, devient, par exemple, supérieur à la loi. Le système de protection sociale s'effondre un peu plus avec la réduction des allocations logement et l'unification des prestations sociales qui réduira bientôt le montant global redis-tribué. Sous couvert d'amélioration du pouvoir d'achat, la bascule des cotisations sociales vers la CSG cache le financement par l'impôt des assurances maladie et chômage et de la prévoyance, laissées aux mains des pouvoirs publics qui décideront d'attribuer - ou non - des moyens. En matière de retraite, le mirage du « 1 € cotisé donne les mêmes droits pour tous » s'attaque à la solidarité. Personne ne sait quelle valeur aura le point lors de son départ en retraite. Et sur les rails : le dézingage du logement social (loi Elan), le sort réservé aux exilés de la planète (loi Asile), la privatisation de la formation et du service public de l'emploi (loi Pénicaud). Ce nouvel ordre social-là, anti-pauvre, porte en germe le pire. On n'en veut pas ! □



Comment réussir à rester engagé...

...et être heureux dans ce monde terrible où les efforts des personnes engagées semblent bien faibles face à « ceux qui ont le pouvoir » ? **C'est facile ☺!**

La recette d'Howard Zinn, spécialiste de l'histoire sociale des Etats-Unis.

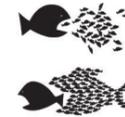
1. Ne laissez jamais « ceux qui ont le pouvoir » vous intimider. Quel que soit leur pouvoir, ils ne peuvent pas vous empêcher de vivre, de vous exprimer, de penser librement et autrement.
2. Trouvez des personnes qui partagent vos valeurs, vos engagements, mais qui ne sont pas dépourvues d'humour : cet ensemble

est primordial !

3. Soyez assurés que les principaux médias ne vous informent pas des différents actes de résistance qui se déroulent quotidiennement dans la société face à « l'autorité » (grèves/manifestations/actes individuels de courage). Observez, vous découvrirez de tels actes non médiatisés. Sachez qu'ils sont au moins mille fois plus nombreux que ce que vous avez pu percevoir !

4. Au fil de l'histoire, si des gens se sont sentis impuissants en face de « l'autorité », à certaines époques, en s'organisant, en risquant, en persistant, ils ont réussi à changer le monde autour d'eux, ne serait-ce qu'un peu. C'est l'histoire des mouvements de salariés, de femmes, de handicapés, de pacifistes, de minorités ethniques...

La suite sur <https://local.attac.org/attac92clamart/> □



Actions citoyennes, désobéissantes et médiatiques : Attac ne laisse pas faire le monde de la finance !

Attac92. Les adhérents altoséquanais ont marqué les 20 ans d'Attac par une journée organisée à Malakoff, le 5 mai, autour des « alternatives pour un autre monde », ici et maintenant. En matière d'éducation populaire, Attac 92 a présenté les circuits courts et l'agriculture biologique avec les Alterconsos de Malakoff. Elle s'est associée aux Fabriqueurs et son Repair'Café®, à la Fabrique à neuf et sa ressourcerie, pour faire découvrir le cycle vertueux de la consommation : moins jeter, recycler, réparer, réutiliser, moins acheter. Hervé Roussel-Dessartre de la commission Alternatives d'Attac a tenu une agora sur une organisation sociale qui prend en compte environnement et justice sociale. Pour son info, le visiteur a pu découvrir des expos et des ouvrages. Contes, conférence gesticulée et concert à destination des enfants et des adultes, repas bio, bières et cafés équitables vendus par le MalaKfé ont ponctué la journée. Près de 300 personnes nous ont rendu visite. □



1998 - 2018. Attac, c'est vingt ans d'actions citoyennes face au pouvoir de la finance, des banques et des multinationales. Un anniversaire fêté le 2 juin à La Bellevilloise à Paris par plus de mille personnes. Toutes venues pour fêter les victoires contre Apple et la BNP, celle de Notre-Dame-des-Landes et la prise de conscience, par de plus en plus de personnes, des atteintes contre les services publics provoquées par l'évasion fiscale. Toutes déterminées à préparer de nouvelles victoires. Grain de sable dans la mécanique bien huilée du système, Attac, c'est vingt années de luttes, et ça va continuer de plus belle ! □

Victoire pour la justice fiscale : Nicole Briend est relaxée !

L'action de désobéissance civile de Nicole - réquisitionner une chaise chez BNP-Paribas - est reconnue par la justice : il n'y a pas vol, faute d'intention délinquante. La décision du 7 juin 2018 confirme ainsi la légitimité des actions des militant·e·s d'Attac en matière de lutte contre l'évasion fiscale. Après la décision Apple en février affirmant que les actions d'Attac relèvent de l'intérêt général, c'est un encouragement à poursuivre l'action citoyenne. En outre, le juge a validé le refus de prélèvement ADN opposé par Nicole à la police : les militants ne sont pas des délinquants ! □

